

Institut de développement Nord-Sud (1989) *Formation et savoir-faire. Échanges Nord-Sud : pour des transferts sur mesure.* Actes du colloque de l'IDNS tenu à La Pocatières du 12 au 15 octobre 1987, 113 p.

Jean Hébert

Volume 33, numéro 89, 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022045ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022045ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

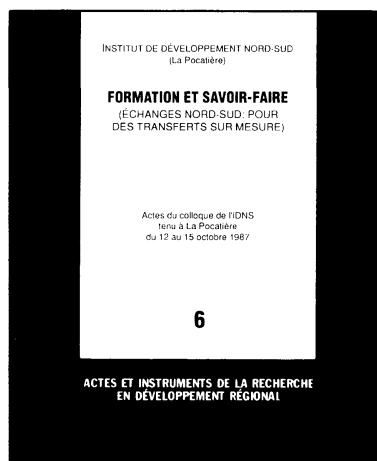
Hébert, J. (1989). Compte rendu de [Institut de développement Nord-Sud (1989) *Formation et savoir-faire. Échanges Nord-Sud : pour des transferts sur mesure.* Actes du colloque de l'IDNS tenu à La Pocatières du 12 au 15 octobre 1987, 113 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 33(89), 288–290.
<https://doi.org/10.7202/022045ar>

d'une partie de la santé communautaire aux réseaux de base, à la solidarité micro-sociale, tout en réservant les ressources financières pour la médecine de pointe. Le numéro se termine par un plaidoyer pour un mode « critique de production de connaissances » (Innes de Neufville).

Ces textes permettent donc de conclure que la gestion du social prend une forme mixte, où coexistent des mécanismes anciens et nouveaux, où convergent l'État et la société civile dans une démarche associée : l'un gère et l'autre produit le sens et légitimise. L'ensemble de la démarche a le mérite d'aller au-delà du constat de la crise, au-delà du champ fonctionnel, pour contribuer à la compréhension et illustrer le fonctionnement d'un nouveau mode de régulation. Mais il ne faudrait pas y voir un fonctionnement mécaniste entre l'État et la société civile. Comme Bélanger et Lévesque l'expliquent « la société doit être pensée comme un ensemble complexe de rapports sociaux qui ont leur dynamique propre et qui cependant se constituent en configurations stables, régulières, dans la mesure où ils sont compatibles les uns avec les autres (...), laquelle compatibilité « ne peut être dérivée mécaniquement d'une logique centrale unique » (p. 51). Voilà ce qui permet de mieux comprendre la coexistence de mécanismes en apparence divergents dans un seul processus de gestion du social.

Juan-Luis KLEIN

Université du Québec à Chicoutimi



INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT NORD-SUD
(1989) *Formation et savoir-faire. Échanges Nord-Sud : pour des transferts sur mesure. Actes du colloque de l'IDNS tenu à La Pocatière du 12 au 15 octobre 1987*, 113 p.

Ces actes du colloque « Formation et développement régional » tenu en septembre 1987 à La Pocatière par l'Institut de développement Nord-Sud (IDNS), sont le fruit d'une collaboration entre cette dernière, le Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est-du-Québec (GRIDEQ) et le programme de maîtrise en développement régional de l'Université du Québec à Rimouski. Se situant dans le contexte très actuel de la recherche des conditions d'un développement mondial « à visage plus humain », les organisateurs de ce colloque cherchaient à comprendre et à appuyer « des modes de formation arrimés à des situations concrètes et à des cultures spécifiques », seuls capables de respecter les particularités humaines et écologiques de chaque milieu de vie avec sa gamme de traditions, d'expériences et d'identités. Pour mettre fin à cette crise structurelle globale, tant au Nord qu'au Sud, les responsables de cette publication désirent traduire la « nouvelle exigence de réciprocité Nord-Sud », en s'interrogeant plus particulièrement sur les problèmes de transferts, de diffusion et de partage des savoirs et des savoir-faire et ainsi s'inscrire dans « une nouvelle circulation (...) pluraliste et maitrissée des connaissances dans le monde ».

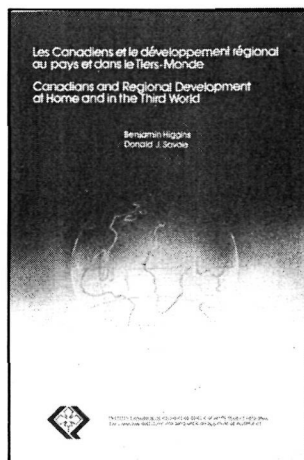
Comme c'est souvent le cas dans ce genre de publication, nous sommes en présence d'un ouvrage d'intérêt très variable. Ce document est divisé en trois chapitres. Le premier intitulé « Un nouveau contrat Nord-Sud » comprend essentiellement la contribution inaugurale de Georges Anglade sur la situation haïtienne. Les deux autres chapitres abordent les pratiques du transfert de savoir-faire et la formation. Chaque fois, des expériences canadiennes et africaines, ou si l'on préfère, des perspectives du Nord et du Sud, nous sont présentées. Les auteurs des textes rassemblés ici ont des exigences, des formations et des occupations très diverses. Cette variété explique la richesse des perspectives et des points de vue. Cependant, le décalage habituel entre les niveaux d'écriture de chaque texte s'en trouve accentué. Ces auteurs n'ont malheureusement pas su traduire la volonté d'arrimage entre les situations et les expériences du Nord et du Sud. Il s'agissait bien évidemment d'un objectif ambitieux. Nous avons plutôt droit, sauf en de rares exceptions (Anglade et Diawana notamment) où les questionnements sont plus frais et globalisants, à des revues descriptives d'expériences et de situations bien particulières qui, dans certains cas, ne manquent pas d'intérêt, mais qui, dans bien d'autres, tournent un peu court et nous donnent une impression de déjà vu.

Il y a en tout huit contributions. Georges Anglade, dans le texte le plus substantiel, nous entretient des Nouvelles républiques urbaines (NRU) à partir de l'exemple de Port-au-Prince. Ces cités formeraient le « principal espace de l'avenir des populations du Tiers-Monde » où se jouent et se joueront le savoir et le savoir-faire des populations des bidonvilles qui désirent se prendre en main. Clément Dufour, professeur à l'Institut de technologie agricole (ITA) de La Pocatière, nous présente l'exemple canadien de transfert de savoir-faire, celui de l'introduction de nouvelles méthodes de production et de gestion de la ferme laitière au Québec. Il s'agit d'une longue description s'appuyant sur des données factuelles de nature technique et statistique et faisant l'apologie d'une méthode de production agricole hautement discutable, ne serait-ce que du point de vue environnemental. L'exemple africain de transfert de savoir-faire nous est présenté par Élise Gagné du Secrétariat de la promotion féminine d'Abidjan en Côte-d'Ivoire. Elle s'intéresse à l'action des femmes dans la production d'*attiéké*, produit alimentaire stratégique pour les Ivoiriens, qui, s'il était valorisé par le transfert du savoir-faire des femmes qui le cultivent, pourrait répondre au défi alimentaire des zones urbaines ivoiriennes. L'auteure soulève de nombreuses questions pertinentes, notamment sur les conditions d'un développement autocentré et sur le rôle des femmes dans l'avènement de celui-ci. Antoine Mugéséra, directeur du Centre de formation et de recherche coopératives IWACU du Rwanda, nous présente le premier point de vue africain sur la formation et le savoir-faire. Il utilise une méthodologie très inventive « d'élaboration des technologies de gestion comptable appropriée et partagée », où les utilisateurs sont directement impliqués dans la fabrication et la mise en place de cet outil de gestion. Youssouf Diawara, directeur de l'École internationale de Bordeaux, fait part d'une réflexion polémique sur l'éducation et l'enseignement traditionnel en Afrique. Il brosse un tableau triste mais éclairant de l'éducation en Afrique « qui n'est pas liée à une problématique de développement, mais rattachée à la constitution d'un appareil d'État, à l'insertion dans une fonction publique ». Il prône la régionalisation du développement et donc du système d'enseignement. Pour y arriver, les populations doivent alors se donner une définition du développement, un minimum de démocratie et des rapports homme-femme renouvelés, mais surtout égalitaires. Les points de vue du Nord nous sont présentés très succinctement en une dizaine de pages et en trois textes distinctifs, essentiellement descriptifs. Jean-Marie Gilbert de la coopérative du JAL nous expose, avec le recul des années, cette expérience « d'auto-développement » local initiée dans les années 70 et bien connue au Québec. Fernand Landry, directeur du Centre spécialisé de technologie physique, vante les mérites de la haute technologie et en particulier de la robotique. Enfin, Guy Massicotte, professeur à l'UQAR, nous présente le rôle de cette université dans l'Est-du-Québec et fait l'historique de son développement.

À la lecture de ce document, nous constatons que même dans le contexte d'une commune recherche d'un développement dit « alternatif », le problème de la rencontre de savoir-faire étrangers les uns aux autres reste entier. Ces textes font la preuve que cet arrimage n'est pas facile à réaliser, d'autant plus que la conception de cet « autre développement » nécessaire à l'échelle mondiale est loin de faire l'unanimité. Ils contribuent, somme toute, à nourrir la réflexion sur cette

question appelée à se poser avec de plus en plus d'acuité. Manifestement, nous sommes nombreux à vouloir relever le défi.

Jean HÉBERT
Montréal



HIGGINS, B. and SAVOIE, D.J. (1988) *Canadians and Regional Development at Home and in the Third World*. Moncton: Canadian Institute for Research on Regional Development, 329 p.

This is not an easy book to review, in part because of the complex theme that it addresses, namely the evaluation of the Canadian experience of regional development at home and abroad. The two editors, who have both been heavily involved with regional development for a long period, begin with an intriguing issue: « Gradually we became aware of a somewhat curious phenomenon: Canada is a country that has attached high priority to regional development, regional policy, and regional planning, both at home and abroad; but the way in which regional policy is formulated, regional planning is undertaken, and regional development programs are implemented, is very different in the two contexts » (p. 1).

Further, they suggest that these differences led to better results in developing countries than in Canada. They attempt to test this assertion through case studies of regional planning in Canada and the Third World. Of the three case studies of Canada, the most thorough and interesting to me is that on Quebec, written by Desrosiers *et al.* This is a fascinating review of the relationship of Montreal and the rest of the province, particularly in terms of the Higgins-Martin-Reyauld Report of 1970 which advocated a shift of emphasis from aiding disadvantaged regions to concentrating investment on Montreal. This was advocated, as is freely admitted by Higgins, in order « to counter the arguments of Jacques Bouderville and others to the effect that the expansion of Montreal was "stifling" growth elsewhere in the province » (p. 282). This echoes the « growth pole » debate which dominated the literature concerned with the role of spatial planning in the Third World in the 1970s.

The case studies of the Third World are more uneven. Higgins' short review, entitled *CIDA in South and Southeast Asia* presents two case studies: the role of land development schemes in regional development in Malaysia and Sri Lanka. While the author concludes it is too early to assess the success of the Sri Lanka scheme, the project in Malaysia commenced even earlier has been very successful, and as part of a much larger programme of land development, has played a major role in opening-up the agricultural frontier to the land-hungry peasantry. The title is something of a misnomer, for Higgins does not choose to evaluate CIDA's role in these projects.